

B-FAST Philippines

B-FAST, un premier pas vers un EU-FAST ?



GILLES DU BOIS D'AISCHE

Officier de cavalerie, le major Gilles du Bois d'Aische connaît un parcours professionnel varié incluant les opérations, l'instruction, le renseignement militaire et le droit international humanitaire. Désigné pour

reprendre la fonction de représentant de la Défense pour le Belgian First Aid and Support Team (B-FAST) à partir d'octobre 2014, il participe à la mission B-FAST aux Philippines en novembre 2013.

B-FAST werd onlangs, na de doortocht van de cycloon Haiyan, naar de Filipijnen gestuurd. Defensie droeg zijn steentje bij aan de opdracht, beginnend met de uitvoering van de strategische projectie met fel ingekorte termijnen. Opereren in een compleet vernielde omgeving en een directe confrontatie met menselijke ellende vormden van meet af aan de echte uitdagingen ter plaatse. Gezien de omvang van de ramp kon alleen een gecoördineerde internationale reactie een antwoord bieden. Met dit doel voor ogen zet de Europese Unie de ontwikkeling van haar reactiecapaciteit voort door een Europees korps voor civiele bescherming op punt te stellen. Lessen uit een buitengewone ervaring.

La structure du Belgian First Aid and Support Team, mieux connu sous l'acronyme B-FAST, a été mise sur pied à la suite des leçons tirées de l'intervention belge lors du tremblement de terre en Turquie en 1999. Dès 2003, l'arrêté royal instituant B-FAST entrain en vigueur : il stipule d'une part l'envoi d'aide de pre-

mière urgence, sur demande du pays touché par la catastrophe, avec l'accord du gouvernement belge pour une durée limitée et hors situation de conflit armé et, d'autre part, l'organisation et le processus décisionnel.

B-FAST est une structure interdépartementale pilotée par le service public fédéral (SPF) Affaires étrangères et dont les autres partenaires sont les SPF Intérieur, SPF Santé publique et le ministère de la Défense.

© Gilles du Bois d'Assche



Etendue des destructions.

Afin de répondre aux besoins de l'urgence et tirant profit de l'expertise de chaque département ministériel, la Belgique a développé des modules légers déployables : le module Urban Search and Rescue (USAR), spécialisé dans la recherche de survivants dans les bâtiments effondrés, le module Advanced Medical Post (AMP) pour les soins médicaux de première urgence, le module Water Purification System (WPS) destiné à produire de l'eau potable et enfin le module Emergency Temporary Shelter (ETS), qui permet de monter un village de tentes avec les facilités nécessaires. D'autres capacités présentes dans les départements peuvent être appelées à contribuer à la mission si nécessaire. L'ensemble est appuyé par un Main Support Module (MSM), comprenant une cellule de commandement et de liaison ainsi qu'une cellule appui. Certains

modules spécialisés sont certifiés par l'ONU et par l'Union européenne (UE).

La Défense participe à B-FAST de diverses façons : elle dépêche un membre de la cellule de commandement, elle met à disposition le détachement Communication and Information Systems au sein de la cellule d'appui et elle prend en charge la gestion du dépôt B-FAST à Peutie, le transport du personnel et du matériel vers l'aéroport de départ et, si possible, le transport stratégique vers la zone affectée. D'autres appuis sont possibles comme un appui psychologique par le Centre de psychologie de crise lors du retour du détachement.

Pour illustrer l'action de B-FAST, relevons quelques missions effectuées parmi celles qui ont été les plus médiatisées : intervention dans le Sud-Est asiatique frappé par le tsunami de 2004, séisme en Haïti en 2010 et en novembre 2013, l'engagement aux Philippines à la suite du passage du typhon Haiyan. B-FAST est déployé en moyenne une fois par an.

Pour assurer la coordination de l'aide humanitaire sur la zone affectée par une catastrophe, l'ONU déploie un centre de coordination (On-Site Coordination Center – OSOCC) qui coordonne en permanence son action avec les autorités du pays affecté. Lors de leur arrivée, les équipes d'aide envoyées tant par les États que par les ONG sont alors accueillies à l'entrée de la zone affectée, en général dans un aéroport. L'OSOCC coordonne les zones d'engagement des équipes d'aide internationale compte tenu de leurs capacités respectives et des besoins locaux. L'OSOCC soutient les équipes : organisation des transports sur la zone affectée et du ravitaillement en carburant, accès sur son site aux communications, etc.

L'UE a mis en place un processus similaire. Dans le cas d'une catastrophe affectant un pays européen, la coordination de l'aide internationale serait assurée par le Centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC – Emergency Response Coordination Centre) de la Commission européenne, l'ONU détachant alors une équipe de liaison.

Afin de préparer son personnel, B-FAST organise des formations propres et envoie ses membres, selon les fonctions, suivre des formations et participer à des exercices organisés par l'UE et l'ONU. La phase d'activation est particulièrement critique en raison des délais très courts et doit donc être testée.

Pour illustrer l'engagement de B-FAST, prenons l'exemple de la mission aux Philippines. À la suite du passage du cyclone Haiyan les 8 et 9 novembre 2013 et à la demande d'aide du gouvernement philippin, le Comité de planification de

B-FAST réunissant les quatre départements a élaboré un détachement B-FAST composé d'un module AMP et d'un module WPS, appuyés par un module MSM. Après validation de la proposition par le Conseil de coordination B-FAST, la mission est lancée avec l'accord du Conseil des ministres. Avertis très vite de cette mission possible, les volontaires du pool B-FAST ont répondu présents. Le détachement B-FAST se compose de 38 personnes : 28 du SPF Santé publique, comprenant 5 médecins dont 1 chirurgien, 4 du SPF Intérieur, 2 du SPF Affaires étrangères et 4 de la Défense. Le détachement B-FAST s'est rassemblé au quartier major Housiau, à Peutie. Matériel et personnel sont alors transportés vers l'aéroport militaire de Melsbroek (BRUMIL). Tout ce processus a duré moins de 12 heures ! À BRUMIL, embarquent avec nous, à bord de l'Airbus A-330 de la Défense, un détachement français des Pompiers de l'urgence internationale, deux collègues luxembourgeois spécialistes des transmissions, une équipe de liaison de l'UE et les équipes de journalistes belges invitées à nous accompagner aux Philippines.

À présent, envolons-nous vers les Philippines. Après le défi de la projection stratégique vers les Philippines, nous voici confrontés au problème du transport vers la zone sinistrée depuis l'aéroport de l'île de Cebu vers l'île voisine de Leyte et l'aéroport de Tacloban, avec les moyens disponibles sur place, mais déjà surexploités. Aussi, le transport sera organisé à bord de C-130 philippins en combinaison avec une ligne de charters civils tout juste restaurée.

À l'arrivée à l'aéroport de Tacloban, nous devons immédiatement faire face à la détresse de la population dont une partie veut partir de l'île. Dès que l'on quitte l'aéroport, la dévastation est totale. Les services municipaux ramassent les cadavres ramenés en bord de route par les habitants. La population déjà relève la tête, et de premières habitations sommaires sont reconstruites. Loin de se lamenter, les Philippins remercient Dieu d'être en vie et repartent de l'avant.

Après un mouvement en camion coordonné avec les autorités locales, le camp sera très vite monté, car l'équipe n'a qu'une hâte, pouvoir commencer au plus tôt à dispenser des soins médicaux dont la population a urgemment besoin. LAMP ouvre la première salle d'opération chirurgicale opérationnelle depuis le passage du typhon. Les patients dépassant nos capacités médicales seront transférés vers l'hôpital militaire de campagne australien, dès que celui-ci sera opérationnel.

Le module WPS sera rapidement monté et produira de l'ordre de 20 m³ d'eau potable par jour. Outre la distribution sur place, la distribution dans les quartiers est assurée par les pompiers locaux.

Lors de cette mission B-FAST, qui fut la première pour moi, j'exerçais les fonctions d'officier logistique, appui et finances au sein de la cellule de commandement (MSM). Cette fonction m'a permis d'entretenir de nombreux contacts, tant avec mes collègues qu'en dehors du camp. Je retiendrai de cette expérience



Station de traitement d'eau.

l'efficacité des autorités locales au plus bas niveau, la jovialité et la résilience de la population et l'importance de pouvoir apporter une aide directe, les yeux dans les yeux avec les habitants.

Mais notre action ne se termine pas avec notre départ. Le module AMP a été repris par une ONG allemande qui le remettra, après huit semaines, aux autorités locales. Notre équipe apprend aux pompiers locaux à utiliser le module WPS.

Une mission B-FAST se différencie d'une mission militaire par bien des aspects. Évoluer dans un environnement déstructuré et prendre des décisions dans ce contexte resteront toujours un vrai défi.

Les enseignements de cette mission sont nombreux. L'expérience du *team leader* et sa capacité de contact se révèlent déterminantes. Il doit pouvoir s'appuyer sur une équipe aussi solide que flexible. La sécurité doit être un souci de tous et pas uniquement du commandement. La solidarité dans l'épreuve n'est pas une vaine expression. Chaque membre du détachement qui quitte le camp ou est isolé doit disposer d'une autonomie suffisante, tant au niveau des liaisons (GSM satellitaire) qu'en eau et nourriture. Les membres du détachement doivent aussi être préparés à affronter tous les aspects d'une catastrophe humanitaire. La cohésion du détachement est très vite réalisée par l'entraide et le retour aux vraies valeurs humaines face au désastre environnant.

Les clés identifiées d'une mission B-FAST réussie sont la préparation, la coordination, l'audace, la flexibilité, l'esprit d'équipe et la gestion de la communication tant interne qu'externe. Pour la Défense, s'ajoute la gestion des attentes des autres départements par rapport à la projection stratégique et ses délais.

Lors de notre déploiement aux Philippines, nous avons reçu la visite de madame Kristalina Georgieva, commissaire européenne à la Coopération internationale, à l'Aide humanitaire et à la Réaction aux crises. B-FAST constitue un exemple des capacités que l'EU souhaite pouvoir mettre en œuvre à son niveau dans un avenir proche.

Dès 2001, l'UE a créé un cadre de coopération entre les différents États membres pour la gestion de catastrophe. Dépendant de la direction générale Aide humanitaire et Protection civile (DG ECHO) de la Commission européenne, le Centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC – Emergency Response Coordination Centre) centralise et synthétise l'information quant aux catastrophes sur le territoire européen et coordonne la réponse commune. En décembre 2011,

l'UE, souhaitant disposer de capacités de réaction à son niveau, a développé le concept EU Civil Protection Corps qui est entré en vigueur en janvier 2014. Sur base volontaire, les États membres mettront à disposition de l'UE des capacités (modules) dont le déploiement opérationnel sera directement commandé par l'ERCC. Conjuguant mutualisation des ressources (pooling and sharing) et solidarité, ce concept renforce l'intégration européenne, et la Belgique en est un ardent promoteur.

Parmi les modules critiques, je voudrais mentionner l'hôpital de campagne déployable. Les États membres n'ont plus individuellement la capacité financière d'en mettre un sur pied. C'est là aussi que l'UE peut apporter une plus-value en coordonnant la mise sur pied de ce module.

Alors que je me prépare à reprendre la fonction de représentant de la Défense au sein de B-FAST en octobre 2014, cette première expérience lors du déploiement aux Philippines m'a permis de découvrir un outil interdépartemental d'une cohésion et d'une efficacité exemplaires. Malgré une grande exigence surtout pour faire face à la détresse humaine, servir dans B-FAST grandit l'homme et ramène à l'essentiel.



Mots clés : B-FAST, Philippines, catastrophe